

<http://lipietz.net/Apres-le-non-au-TCE-le-nouveau-gouvernement>

Yahoo Actualités

Après le non au TCE, le nouveau gouvernement

- Vie publique - Articles et débats -



Publication date: mardi 31 mai 2005

Copyright © Alain Lipietz - Tous droits réservés

Entrevue accordée à Yahoo.

Que vous inspire le départ de JP Raffarin et la nomination de Dominique Villepin à Matignon ?

Les deux hommes forts de ce gouvernement sont les deux derniers ministres de l'Intérieur. La réponse de J. Chirac à la crise sociale épouvantable qui a inspiré le Non du 29 mai est donc, symboliquement, la réponse répressive : expulsion des sans papiers (Villepin), répression des syndicalistes et feu à volonté sur les jeunes qui traînent (Sarkozy). C'est un retour aux sources du climat sécuritaire qui avait précédé le 21 avril 2002. Comme si le retournement de l'opinion contre la droite, dans les trois ans qui ont suivi, était ignoré.

La leçon du 29 mai a-t-elle été tirée ?

Elle ne pouvait pas être tirée par un changement de gouvernement français. La question posée au referendum était : "Voulez vous remplacer l'actuel traité de Nice par le projet de traité constitutionnel.?" La réponse fut assez claire : les Français ne veulent ni de l'un ni de l'autre parce qu'ils pensent que ni l'un ni l'autre n'apporte de solution à la crise sociale, et parce qu'ils croient qu'il sera facile de renégocier un meilleur compromis. Pour ma part j'ai pensé que la Constitution était bien meilleure que Nice (ce dont il n'y a plus lieu de discuter) et que c'était pour le moment le compromis le plus avancé qu'il était possible de négocier à 25 (ce qui se vérifiera dans les mois qui viennent).

Reste que l'expérience française de 1997 à 2002 a montré que, même dans le cadre européen, il est possible de faire reculer massivement le chômage, grâce à une politique nationale : réduction rapide et générale de la durée du travail, emplois-jeunes, soutien aux associations. Bref, tout ce qu'a remis en cause le gouvernement Raffarin.

Le gouvernement Villepin est-il capable de revenir aux politiques de la majorité plurielle de cette époque ? On peut toujours rêver, mais je n'en crois rien !

Quelle conséquences ces nominations peuvent-elles avoir au plan européen ?

Villepin a incarné pendant la crise irakienne l'alliance avec l'Allemagne et avec la gauche espagnole et italienne contre l'hyperpuissance américaine. Cette époque est révolue : le Non français, gifle contre nos alliés qui eux ont voté Oui, a brisé cette alliance. Il faut tirer un trait sur le rêve d'une Europe politique faisant contrepoids aux USA et militant pour un monde multipolaire. L'Europe du Non, c'est dorénavant l'Europe de Tony Blair.

Quant à l'idée loufoque que l'on pourrait confier à un gouvernement chiraquien le soin de "renégocier" avec nos partenaires un autre traité sur la ligne de Besancenot, Emmanuelli ou Buffet, qui y a sérieusement cru ? Et d'ailleurs négocier avec qui ? 10 pays ont déjà voté Oui. Les autres se prononceront les uns après les autres. Ceux qui en France s'insurgeaient contre l'idée que la révision des traités européens soit régie par la règle de l'unanimité ne vont quand même pas penser que, quand la France a parlé, les 24 autres pays doivent s'incliner ?

La vérité, c'est qu'on en restera aux traités de Maastricht et de Nice, avec leurs désastreuses conséquences économiques et sociales, pour un bon bout de temps. Un jour sans doute il y aura renégociation. Cette renégociation aboutira-t-elle à un projet plus ou moins démocratique, plus ou moins social, que ce qui nous a été proposé le 29 mai ? Personne n'en sait rien !

Après le non au TCE, le nouveau gouvernement

Pour leur part , les Verts européens avaient fait voter par le Parlement , le 12 janvier dernier, que celui-ci, aussitôt investi des nouveaux pouvoirs constituants que lui offrait l'article 443 du traité constitutionnel, voterait aussitôt un "premier amendement" ouvrant la voie à une Europe plus sociale, continueront avec acharnement dans cette voie, même si le traité de Nice ne le en donne guère le pouvoir.

Nous avons perdu une bataille, nous n'avons pas perdu la longue lutte pour l'Europe politique, écologique et sociale.